

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22064 - 82ÈME ANNÉE

## Face à la baisse des subventions de la France pour financer des emplois précaires et sous-rémunérés

## Environnement et aide à la personne : des emplois pour pérenniser les PEC

La baisse des PEC confirme celle des crédits de l'État pour lutter contre le chômage. Malgré 25 % des crédits pour La Réunion, la pénurie d'emplois reste massive. En 2026 : 4000 contrats dont 800 pour 24 communes, à mi-temps et sous-rémunérés, pour des tâches équivalentes à celles de fonctionnaires surrémunérés à 53 %. Ce système précaire, marqué par clientélisme et promesses électorales, s'effondre. Une alternative existe : créer des emplois durables dans l'environnement et l'aide à la personne en réorientant les fonds publics, pour sortir enfin de la logique d'assistance et de gestion de la misère causée par le système néocolonial.

La baisse du nombre de contrats Parcours Emploi Compétence (PEC) au niveau national est une nouvelle illustration du désengagement progressif de l'État face à l'urgence sociale. Pourtant, La Réunion apparaît comme une exception relative : notre île de moins d'un million d'habitants capte encore 25 % de l'enveloppe de l'État pour toute la République française et ses plus de 60 millions d'habitants. Un chiffre qui peut sembler important, mais qui, en réalité, ne fait que souligner l'ampleur dramatique de la pénurie d'emplois créée par un système néocolonial, la départementalisation.

### **800 emplois payés un demi-SMIC pendant 6 mois pour faire le travail de fonctionnaires sur-rémunérés à 53 %**

Pour 2026, la programmation prévoit 4000 contrats, dont 800 attribués aux 24 communes. C'est une réponse largement insuffisante face à une pénurie d'emplois qui atteint ici des niveaux sans commune mesure avec la France. Les conditions de ces contrats confirment une logique de précarité institu-



tionnalisée : une prise en charge à 40 % du SMIC horaire brut, sur 21 heures hebdomadaires, pour une durée maximale de six mois. En clair, des emplois de 6 mois à mi-temps, payés un demi-SMIC, pour des missions qui, dans les communes relèvent pourtant souvent de compétences et de responsabilités comparables à celles de fonctionnaires bénéficiant, eux, d'une sur-rémunération de 53 % et de la garantie de l'emploi jusqu'à la retraite.

### **L'effondrement d'un système**

C'est tout un système qui se fissure. Pendant des années, la gestion des contrats aidés a dérivé vers des pratiques clientélistes qui ont profondément abîmé la confiance publique. À l'approche d'échéances municipales, des embauches massives ont parfois servi d'outil d'influence électorale, engageant non seulement des individus mais des familles entières dans une relation de dépendance. Certaines élections ont même été invalidées, révélant l'ampleur de ces dérives. Dans le même temps, des promesses d'embauches ont été brandies comme arguments de campagne, sans aucune garantie de réalisation. Aujourd'hui, avec seulement 800 contrats subven-

tionnés pour l'ensemble des 24 communes — là où une seule commune pouvait autrefois en mobiliser autant — ce système s'effondre. Les promesses s'évaporent, et la révolte menace chez une population prise au piège de la corruption et du clientélisme.

Cela illustre une politique qui, depuis des décennies, se contente de gérer la misère sans jamais s'attaquer aux causes profondes du chômage de masse à La Réunion. Le "traitement social du chômage" a montré ses limites : il ne crée pas d'emplois durables dans notre pays, il entretient la précarité.

### Deux grands services fonctionnant sans l'argent public à terme

Face à cela, des alternatives existent. Depuis longtemps, le Parti communiste réunionnais défend une autre voie : celle de l'intégration des travailleurs en emplois aidés dans de véritables services d'intérêt public, structurés autour de deux axes majeurs — l'environnement et l'aide à la personne. Ces secteurs ne sont pas des niches temporaires : ils correspondent à des besoins croissants et durables. Vieillesse de la population, plus de 10 000 naissances par an, exigence accrue de protection de notre biodiversité et de lutte contre les moustiques transmettant des maladies tropicales — autant de défis qui nécessitent des réponses massives et organisées.

Ces besoins représentent des dizaines de milliers d'emplois potentiels. Des emplois indispensables, non délocalisables, à valoriser. Et les moyens existent : chaque année, plusieurs millions d'euros sont consacrés par l'État à des emplois précaires sous-payés. Pourquoi ne pas rediriger ces fonds pour

amorcer la création de véritables filières professionnelles, capables de fonctionner à terme sans subvention ?

### Libérer les victimes de la départementalisation de la pauvreté

Pour piloter cette transformation, il appartient aux Réunionnais de prendre leurs responsabilités. Chômeurs, salariés, employeurs et financeurs doivent être associés à la gouvernance. Les maires, aujourd'hui en première ligne pour gérer la pénurie, pourraient ainsi être déchargés d'un rôle qui n'est pas celui d'un magistrat devant mettre en œuvre la politique du gouvernement.

Il est temps de rompre avec une logique d'assistance inefficace. La Réunion a besoin d'un projet structurant, capable de transformer la précarité en emplois durables. Continuer sur la voie actuelle, c'est accepter l'enlisement. Changer de cap, c'est enfin donner une perspective à la classe maintenue dans la pauvreté par la départementalisation, c'est-à-dire la majorité des Réunionnais.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Saison des pluies 2025-2026 2e plus sèche jamais enregistrée

# Anticiper une crise de l'eau à La Réunion

**La saison des pluies 2025-2026 est la deuxième plus sèche jamais enregistrée à La Réunion. Malgré une activité cyclonique normale dans la région, l'île n'a pas reçu les pluies nécessaires pour recharger ses réserves. Avec à peine la moitié des précipitations habituelles, la sécheresse s'installe précocement. Cette situation, liée au changement climatique, annonce des tensions durables sur la ressource en eau. Le système responsable de la consommation de 180 litres d'eau par jour et par personne ne sera pas tenable avec la répétition des sécheresses.**

Alors que la saison des pluies n'est pas encore officiellement terminée — la transition vers la saison sèche étant prévue au 1er juillet 2026 — un premier bilan permet déjà de mesurer l'ampleur du déficit hydrique à La Réunion. Et les conclusions sont préoccupantes : la saison 2025-2026 s'impose comme l'une des plus sèches jamais enregistrées sur l'île.

Selon les données présentées hier sur Réunion La 1ère par le prévisionniste Sébastien Langlade, cette saison se classe au deuxième rang des périodes les moins arrosées, juste derrière celle de 2018-2019. Malgré une activité cyclonique globalement soutenue dans le sud-ouest de l'océan Indien, La Réunion n'a pas bénéficié des précipitations habituellement associées à ces phénomènes. Résultat : les apports en eau sont restés insuffisants pour recharger durablement les sols, les rivières et les nappes souterraines.

### La moitié des volumes d'eau d'une saison des pluies

Ce déficit s'explique notamment par l'absence de systèmes dépressionnaires ayant circulé à proximité immédiate de l'île. Or, ce sont précisément ces épisodes qui, en temps normal, apportent des pluies abondantes sur les zones clés comme les cirques, les plaines ou les hauteurs du volcan. Cette année, ces événements ont fait défaut. Les quelques précipitations enregistrées n'ont pas permis de compenser ce manque.

Paradoxalement, les périodes de beau temps ont été plus nombreuses, y compris pendant la saison humide. Si ces conditions peuvent sembler favorables au quotidien, elles ont en réalité contribué à aggraver le déficit. Au final, il est tombé à peine plus de la moitié des volumes d'eau habituellement enregistrés sur cette période.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient à l'approche de la saison sèche, période durant laquelle les précipitations se raréfient naturellement. Les réserves en eau, déjà fragilisées, risquent donc de subir une pression accrue dans les mois à venir.

### La sécheresse devient la norme

Au-delà de cet épisode, les spécialistes alertent sur une tendance de fond. Les épisodes de sécheresse tendent à se multiplier dans le contexte de crise climatique. La répartition des pluies devient plus irrégulière, avec des périodes de fortes précipitations concentrées sur de courtes durées, suivies de longues phases sèches.

Dans ce contexte, la gestion de l'eau apparaît comme un enjeu majeur pour l'avenir de l'île. La ressource, déjà limitée, est appelée à devenir encore plus précieuse. Les experts préviennent : la question de l'eau ne sera pas ponctuelle, mais durable. Elle s'imposera comme un sujet central dans les années à venir, tant pour les usages quotidiens que pour les activités économiques.

**M.M.**

# Oté

## Kontra PEC ? I fé inn vi avèk sa ? Ziskakan !

Mézami dopi zanvyé 2018 bann kontra édé té robotizé PEC (parkour anploi konpétanss). Problèm : tout bann kontra édé i viz a done demoune na pwin travaye-i di bann moune lé éloigné par rapor lanploi — la konpétanss pou okip in vré lanploi. Si zot i vé lo Pec sé in manyèr pou rante dann la sossyété avèk in vré travaye.

Mi koné pa koman sa i éspass laba dann lézagone mé issi La Rényon konm in pé partou dann péi l'outre-mèr sa i spass pa konm linvanter kontra la di si tèlman néna bonpé dmoune i fini zot karyèr konm kontra édé. I fo dir lo moune la invante sa li néna pliss sèrvèl ké nou, li néna ossi pliss konpétanss, mé oila li konpran pa lo pèp é inpossib ali trouv in solission pou bann travayèr éloigné par rapor lanploi.

Atanssion, diplomé sa i vé pa dir intélizan, sa i vé pa dir zot konpronir la sossyété lé bien aprofondi. Alor zot i gingn invante kékshoz ké zot i batiz kontra édé, sansa kontra PEC, mé sa i adapt pa avèk bann moune lé lwin par rapor lanploi... Si zot i vé m'a dir azot kékshoz : diplome sé diplôme, légzamin sé légzamin, mé la konprenir sé in n'ot afèr.

Astèr wala in n'ot afèr, mwin la antann lo nouvo mèr Tampon apré dir la moityé lo pèrsonèl kominal la komine li lé mèr néna lé an kontra PEC donk san kashyète anou déyèr nout doi banna lé an éshèk é non dann l'inssèrssion... Romark li la di ossi li lé pa pou la défanss lo sistèm PEC mé pou la défanss lo sèrviss piblik.

Fransh vérité lé ga rèss an pti kontra lé pa in idéal sa. Donk i fo sorte ladan pou rante plin pyé dann lo mond travaye. Pou kossa kan nout parti la di : alon rassanblé, alon propoz in plan pou l'dévolpman, alon mète nout péi dann shomin lo dévolpman, li la rèss toussèl è lo sistèm PEC é lé zot pourtir la kontinyé parèye. Bann Pec konm d'ote sé bann dané d'la tèr é mi oi pa kossa néna d'progréssist ladan.

Alor i vé manifèss pou la défanss bann sèrviss piblik. Ok ! sa i fo fèr. Mé done in statu bann travayèr lo séktèr piblik sa ossi i fo fèr. ? Inn é l'ot mé la pa inn san l'ote.. In progréssist i doi koz konmsa é pa konm i koz koméla.

A bon antandèr salu !

*Justin*